



VIVE LE PCF (MLM) !

Staline

Plénum de juillet du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevik)

Rapport présenté à l'Assemblée des militants de l'organisation de Léninegrad du Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevik), le 13 juillet 1928

Le Plénum du Comité central qui vient de clôturer ses travaux s'est occupé de deux séries de problèmes. La première comporte les problèmes fondamentaux de l'Internationale communiste et de son VI^e congrès, dont les assises vont se tenir prochainement.

La deuxième série comprend des problèmes ayant trait à notre édification en U.R.S.S., tant dans le domaine de l'agriculture — céréales et approvisionnement en blé — que dans celui de la formation de cadres de techniciens intellectuels, nécessaires à notre industrie, en vue d'assurer à celle-ci un personnel technique instruit d'origine ouvrière.

Je commence par la première série de problèmes.

I Problèmes de l'Internationale communiste

1. Les problèmes essentiels touchant le VI^e congrès de l'Internationale communiste

Quels sont les problèmes fondamentaux qui se posent en ce moment devant le VI^e congrès de l'I.C.?

Quand on examine la période écoulée entre le Ve et le VI^e congrès, il faut avant tout s'arrêter aux contradictions qui se sont accumulées, pendant cette période, dans le camp des impérialistes.

Quelles sont ces contradictions ?

A l'époque du Ve congrès, les antagonismes angloaméricains n'étaient pas considérés comme

essentiels. A ce moment, on parlait même d'une alliance anglo-américaine.

Par contre, on parlait d'autant plus volontiers des antagonismes entre l'Angleterre et la France, l'Amérique et le Japon, les vainqueurs et les vaincus. La différence entre la période d'alors et celle d'aujourd'hui consiste en ce que, à l'heure présente, parmi les nombreux antagonismes qui se manifestent dans le camp des capitalistes, l'antagonisme fondamental est devenu celui qui met aux prises le capitalisme américain et le capitalisme anglais.

Que ce soit la question du naphte, qui a une importance décisive tant pour l'édification de l'économie capitaliste que pour la guerre ; ou celle des débouchés, dont la portée est immense pour la vie et le développement du capitalisme mondial, car pour produire des marchandises, il faut que l'écoulement en soit assuré ; qu'il s'agisse des marchés d'exportation de capitaux, qui constituent le trait le plus caractéristique de l'étape impérialiste ; qu'il s'agisse, enfin, des voies conduisant aux débouchés et aux marchés de matières premières, — partout on se heurte au problème fondamental de la lutte entre l'Amérique et l'Angleterre pour l'hégémonie mondiale.

De quelque côté que l'Amérique se tourne, ce pays de capitalisme, croissant par bonds gigantesques, que ce soit vers la Chine, vers les colonies, vers l'Amérique du Sud, vers l'Afrique, — partout elle rencontre des obstacles insurmontables sous la forme de positions préalablement fortifiées par l'Angleterre.

Bien entendu, cela ne change rien aux autres antagonismes du camp capitaliste : entre l'Amérique et le Japon, l'Angleterre et la France, la France et l'Italie, l'Allemagne et la France, etc. Mais ce qui est certain, c'est que ces antagonismes touchent par un côté ou par l'autre à l'antagonisme fondamental entre l'Angleterre, dont l'étoile décline, et l'Amérique, dont l'astre suit une ligne ascendante.

Quels peuvent être les effets de cet antagonisme fondamental ?

Il est certain qu'il contient virtuellement la guerre. Quand deux géants se heurtent l'un contre l'autre et qu'ils se sentent à l'étroit sur la planète, ils cherchent à se mesurer l'un avec l'autre et à résoudre, au moyen de la guerre, la question litigieuse de la suprématie mondiale.

Premier point à retenir.

Le deuxième antagonisme existe entre l'impérialisme et les colonies.

Cet antagonisme se manifestait déjà à l'époque du Ve congrès. Mais ce n'est qu'aujourd'hui qu'il s'est particulièrement envenimé. A l'époque du Ve congrès, nous n'assistions pas encore à cette puissante extension du mouvement révolutionnaire chinois, à cette formidable secousse qui a réveillé des millions de travailleurs et paysans chinois, à laquelle nous avons assisté il y a un an et dont nous sommes aujourd'hui encore les témoins.

Mais ce n'est pas tout. A l'époque du V congrès de l'Internationale communiste, il n'y avait pas aux Indes cette recrudescence vigoureuse du mouvement ouvrier et de la lutte d'affranchissement national que l'on observe de nos jours. Ces deux facteurs fondamentaux posent, dans toute sa plénitude, le problème des colonies et des pays assujettis.

Qu'implique le développement de cet antagonisme ? Il implique des guerres nationales aux colonies et une intervention armée des puissances impérialistes.

Deuxième point à retenir.

Enfin, un troisième antagonisme, celui existant entre le monde capitaliste et l'U.R.S.S. et qui, loin de faiblir, se renforce. Si, à l'époque du Ve congrès de l'Internationale communiste, on était fondé à dire qu'un équilibre, incertain, il est vrai, mais plus ou moins durable, s'était établi entre les deux mondes, entre les deux antipodes, entre le monde des Soviets et celui du capitalisme, — aujourd'hui, par contre, nous avons toutes les raisons d'affirmer que cet équilibre arrive à échéance.

Est-il besoin de démontrer que le développement de cet antagonisme implique fatalement le danger d'une intervention.

Il faut croire que le VIe congrès tiendra compte de ce facteur.

Ainsi, tous ces antagonismes conduisent inéluctablement à un danger principal, — à celui de nouvelles guerres et interventions impérialistes.

C'est pourquoi le danger de nouvelles guerres et interventions impérialistes constitue le problème fondamental de l'actualité.

Le pacifisme moderne, avec sa Société des nations, sa propagande de la « paix », son « interdiction » de la guerre, son bavardage sur le « désarmement », etc., est le moyen le plus usité aujourd'hui, pour donner le change à la classe ouvrière et la détourner de la lutte contre le danger de guerre.

Nombreux sont ceux qui s'imaginent que le pacifisme impérialiste est un instrument de paix. Cela est radicalement faux. Le pacifisme impérialiste sert à préparer la guerre et à voiler ses préparatifs au moyen de discours hypocrites sur la paix. Sans ce pacifisme et son instrument, la Société des nations, la préparation de la guerre est impossible dans l'état actuel des choses.

Il est des naïfs pour croire que, puisqu'il existe un pacifisme impérialiste, il ne saurait y avoir de guerre. Cela est entièrement faux. Bien au contraire, quiconque veut aboutir à la vérité doit retourner cette thèse et dire : puisque fleurit le pacifisme impérialiste avec sa Société des nations, il y aura sûrement de nouvelles guerres et interventions impérialistes.

Et le plus important dans ceci, c'est que la social-démocratie est le principal propagateur du pacifisme impérialiste et, par suite, le principal appui du capitalisme dans la classe ouvrière, pour la préparation de nouvelles guerres et interventions.

Mais le pacifisme ne suffit pas à préparer de nouvelles guerres, même s'il est étayé d'une force aussi importante que la social-démocratie. Il lui faut encore certains moyens de répression des masses dans les centres de l'impérialisme. On ne saurait faire la guerre au profit de l'impérialisme, sans renforcer le front-arrière impérialiste. D'autre part, on ne saurait renforcer l'arrière sans juguler les ouvriers. Et c'est le rôle du fascisme.

De là, le développement des contradictions intérieures dans les pays capitalistes, des antagonismes entre Travail et Capital.

Prêcher, par la bouche des socialdémocrates, le pacifisme afin de se préparer avec d'autant plus de succès à de nouvelles guerres ; et, d'autre part, réprimer, en recourant aux méthodes fascistes, les ouvriers, les partis communistes de l'arrière afin de pouvoir, plus aisément, faire la guerre et organiser une intervention, — telle est la voie de la préparation de nouvelles guerres.

De là, les tâches des partis communistes se présentent comme suit : En premier lieu, lutter sans relâche contre le social-démocratisme sur toute la ligne, dans le domaine économique aussi bien que dans le domaine politique ; démasquer le pacifisme dans toutes ses manifestations à l'effet de conquérir la majorité de la classe ouvrière.

En second lieu, créer le front unique des ouvriers des pays avancés et des masses laborieuses des colonies en vue de prévenir le danger de guerre ou, lorsque la guerre aura éclaté, transformer la guerre impérialiste en guerre civile, anéantir le fascisme, renverser le capitalisme, instaurer le régime soviétique, affranchir les colonies, organiser la défense internationale de la première République du monde.

Tels sont les principaux problèmes et objectifs qui se posent devant le VIe congrès.

C'est de ces problèmes et objectifs que le Comité exécutif de l'I.C.

s'inspire, comme on peut facilement s'en convaincre en regardant l'ordre du jour du VIe congrès de l'Internationale communiste.

2. Le programme de l'Internationale communiste

Le programme de l'Internationale communiste se trouve en connexion étroite avec les problèmes essentiels du mouvement ouvrier mondial.

Le programme de l'Internationale communiste tire sa très grande valeur du fait qu'il formule scientifiquement les problèmes fondamentaux du mouvement communiste, trace les solutions essentielles de ces problèmes, et fait apparaître de la sorte devant les sections de l'Internationale toute la netteté des objectifs et des moyens, sans laquelle il est impossible d'assurer la marche en avant.

Un mot sur les particularités du projet de programme de l'Internationale communiste, présenté par la commission du programme du C.E. de l'I.C. Ces particularités sont au nombre de sept au moins :

1. Le projet offre un programme non pour l'une ou l'autre des sections de l'I.C., mais pour l'ensemble des partis communistes, il renferme ce qui leur est essentiel et commun à tous. De là son caractère théorique, de principe.
2. Auparavant, on donnait d'ordinaire un programme aux nations « civilisées ». Or, le présent projet vise toutes les nations du monde, blancs et noirs, métropoles et colonies. De là son caractère universel, profondément international.
3. Le projet prend pour point de départ non le capitalisme de tel ou tel pays ou partie du monde, mais le système capitaliste mondial tout entier, en lui opposant le système mondial d'économie communiste.

C'est ce qui le distingue de tous les autres programmes que nous avons eus jusqu'à présent.

4. Le projet part du point de vue du développement inégal du capitalisme mondial et conclut à la victoire possible du socialisme dans un ou plusieurs pays isolément, il préconise la formation de deux centres parallèles d'attraction — centre mondial du capitalisme et centre mondial du socialisme, tous deux en lutte pour la suprématie du monde.
5. Au mot d'ordre « Etats-Unis d'Europe », le projet de programme oppose celui de la Fédération des Républiques soviétiques détachées, ou en train de se détacher, du système économique impérialiste et instituées dans les pays avancés ou dans les colonies, fédération qui, dans sa lutte pour le socialisme mondial, se dresse contre le système capitaliste mondial.
6. Le projet s'aiguille contre la social-démocratie, appui principal du capitalisme au sein de la classe ouvrière, principal adversaire du communisme ; il estime que tous les autres courants se faisant jour au sein de la classe ouvrière (anarchisme, anarcho-syndicalisme, Guild Socialism, etc.) ne sont au fond que des variétés de ce même social-démocratisme.
7. Le projet met au premier plan la nécessité de renforcer les partis communistes d'Occident et d'Orient, condition préliminaire indispensable pour assurer au prolétariat l'hégémonie d'abord, la dictature ensuite.

Le Plénum du C.G. a approuvé, en substance, le projet et engagé les camarades ayant des amendements à présenter, à les soumettre à la

commission du programme du VI^e congrès.

Voilà pour les problèmes de l'Internationale communiste.

Passons maintenant à ceux de notre édification nationale.

II Problèmes de l'édification socialiste en U.R.S.S.

I. Sur la politique du stockage des blés

Permettez-moi de vous en tracer un bref historique.

A combien se montait notre stock au 1^{er} janvier de cette année ? Vous savez par des documents du Parti qu'au 1^{er} janvier nous avons un déficit de 128 millions de pouds de blé en comparaison avec l'année précédente.

Je ne vais pas en analyser les causes ; elles sont exposées dans les documents connus que le Parti a publiés. Ce qui nous importe en ce moment, c'est de signaler le déficit de 128 millions que nous avons à l'époque. Deux ou trois mois seulement nous séparaient du dégel.

Nous étions ainsi placés devant cette alternative : ou récupérer les pertes et arriver à réaliser un rythme normal des approvisionnements pour l'avenir, ou avouer l'imminence d'une crise sérieuse de l'ensemble de notre économie nationale.

Que fallut-il entreprendre pour réparer nos pertes ?

Il fallut avant tout frapper les koulaks et les spéculateurs, qui provoquaient la hausse des prix sur les céréales et mettaient le pays en péril de famine. Il fallut ensuite envoyer le maximum de

marchandises industrielles dans les régions du blé. Il fallut enfin mettre sur pied toutes les organisations du Parti et modifier notre travail en matière d'approvisionnements, en renonçant pratiquement au système des livraisons volontaires.

Force nous a été de recourir aux mesures extraordinaires. Il convient de dire que les mesures prises furent efficaces, et, fin mars, nous

avons un stock de 275 millions de pouds de céréales. Nous avons rattrapé le temps perdu, prévenu une crise économique générale, atteint le niveau d'approvisionnement de l'année précédente et, en plus, nous eussions pu sortir indemnes de la crise des stockages si, dans les mois suivants (avril, mai, juin), nous avions gardé un rythme plus ou moins normal de stockage.

Mais par suite de la perte des blés d'hiver l'Ukraine du Sud et le Caucase du Nord étaient, la première entièrement et le dernier partiellement rayés de la liste des régions productrices de blé, ce qui eut pour effet de priver la République de 20 à 30 millions de pouds de céréales.

En outre, nous avons imprudemment dépensé plus de blé que nous ne devions le faire. Cet ensemble de circonstances nous plaça devant la nécessité de forcer les approvisionnements dans les autres rayons et de puiser aux fonds d'assurance des paysans, ce qui ne pouvait pas ne pas aggraver la situation.

Si de janvier à mars nous avons réussi à stocker presque 300 millions de pouds, en puisant surtout aux réserves disponibles des paysans — d'avril à juin, par contre, nous n'avons pu recueillir même 100 millions de pouds, parce qu'obligés, pour nous approvisionner, d'entamer les réserves d'assurance des paysans — alors qu'on ne savait pas encore à quoi s'en tenir sur la prochaine récolte.

Et cependant il fallait constituer les stocks de céréales. Aussi dûmes-nous recourir à nouveau aux mesures extraordinaires. Celles-ci engendrèrent l'arbitraire administratif, la violation de la légalité révolutionnaire, la visite des maisons paysannes, des perquisitions illégales, etc. — ce qui ne manqua pas d'aggraver la situation politique du pays et de mettre en péril l'alliance de la ville et de la campagne.

Était-ce bien la fin de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans ? Non. Était-ce peut-être une chose insignifiante ? Non plus. C'était une menace contre l'alliance de la classe ouvrière et des paysans.

C'est la raison pour laquelle certains de nos militants manquèrent de sangfroid et de fermeté pour envisager la situation nouvelle, sagement et sans exagération.

Plus tard, les conjonctures étant favorables pour la prochaine récolte, les mesures extraordinaires ayant été partiellement levées, le calme revint et la situation se rétablit.

Quelle est la nature de nos difficultés sur le front des céréales ? Où en est la cause ? On sait que nous possédons des emblavures presque aussi grandes qu'avant la guerre (à 5 % près); que nous produisons aujourd'hui presque autant de céréales qu'avant la guerre (5 milliards environ, soit seulement à 200300 millions de pouds près).

Comment se fait-il que, malgré cela, nous produisons deux fois moins qu'avant la guerre de blé marchand ? Cela provient de l'état de dispersion, de la « parcellation » de notre économie rurale. Au lieu de 16 millions environ d'exploitations paysannes d'avant la guerre, nous en avons aujourd'hui au moins 24 millions ; en outre, le morcellement des terres paysannes n'a pas tendance à s'arrêter. Or, qu'est-ce que les petites exploitations paysannes ? Elles sont les moins marchandes, les moins productives et les plus primitives ; elles fournissent à peine de 12 à 15 % de leur production au marché.

Cependant, les villes et les industries prennent chez nous une extension de plus en plus considérable, l'édification va croissant et la demande en blé marchand croît avec une rapidité incroyable.

Telle est la cause de nos embarras sur le front des céréales.

Voici ce qui dit à ce sujet Lénine dans sa brochure : Sur l'impôt alimentaire : Si l'économie paysanne peut se développer dans l'avenir, il est nécessaire de lui assurer solidement une transition ultérieure, transition qui consiste inéluctablement en ce que les petites exploitations paysannes, économies individuelles les moins avantageuses et les plus arriérées, doivent être peu à peu unifiées, groupées en grandes exploitations collectives.

C'est ainsi qu'envisageaient la question tous les socialistes de toutes les époques. Tel est aussi le point de vue de notre parti communiste.

Voilà donc la raison de nos difficultés sur le front des céréales.

Où est la solution ?

Elle consiste avant tout à relever la petite et la moyenne exploitation paysanne, en l'aidant par tous les moyens à accentuer son rendement et à augmenter sa récolte. Remplacer la charrue primitive par la charrue moderne, fournir des semences sélectionnées, des engrais, des instruments aratoires, englober les exploitations paysannes individuelles dans un vaste réseau de coopératives, conclure des contrats (de consignation) avec des villages entiers — voilà la tâche qui s'impose.

Il est des contrats entre les coopératives rurales et des villages entiers, qui ont pour objectif d'approvisionner les paysans en semences, de contribuer ainsi à accroître le rendement de la terre, d'assurer à l'État la fourniture, en temps opportun, de blé par les paysans, d'accorder à ceux-ci des primes sous forme de versements complémentaires en dehors du prix convenu, et de créer des rapports stables entre l'État et les paysans. L'expérience montre que cette méthode donne des résultats effectifs.

D'aucuns s'imaginent que l'économie individuelle a vécu, qu'elle ne mérite pas qu'on la soutienne. C'est faux. Ceux qui pensent ainsi n'ont rien de commun avec la ligne de notre parti. D'autres s'imaginent que l'économie paysanne individuelle est le commencement et la fin de l'agriculture en général. C'est également faux. Bien plus : ces gens n'ont rien de commun avec le léninisme.

Nous n'avons besoin ni de détracteurs ni de thuriféraires de l'économie paysanne individuelle. Il nous faut des hommes pourvus de sens réel de la politique capable tirer de l'économie paysanne individuelle le maximum de ce qu'elle peut donner, et de faire passer par étapes successives

l'économie individuelle au système collectiviste.

En outre, ce qui importe, c'est d'unifier graduellement les petites et les moyennes exploitations paysannes individuelles, de les grouper en grandes collectivités et associations, absolument libres et travaillant sur la base d'une technique perfectionnée — tracteurs et autres machines agricoles.

Quel est l'avantage des fermes collectives ? C'est qu'elles ont le moyen d'utiliser toutes les acquisitions de la science et de la technique, sont plus consistantes, plus productives et fournissent davantage au marché. Il ne faut pas oublier qu'elles vendent de 30 à 35 % de leur production brute et que le rendement de la terre atteint parfois 200 pouds et plus par déciatine. [Déciatine : ancienne mesure russe équivalant à 1 h. 092.]

La solution consiste enfin à perfectionner les vieilles fermes d'État (sovkhoz) et à en créer d'autres non moins importantes. Il faut se rappeler que les fermes d'État sont des unités économiques à production marchande considérable. Nous en avons qui fournissent au marché jusqu'à 60 % de leur production brute.

Le tout est de bien savoir combiner ces trois tâches et de se mettre au travail dans ces trois directions.

Ce qui caractérise la période actuelle, c'est que la réalisation de la première tâche, à savoir le relèvement de l'économie paysanne petite et moyenne, tâche qui est toujours au premier plan de notre travail dans le domaine agricole, ne suffit plus pour résoudre le problème dans son ensemble. La période que nous traversons a ceci de particulier qu'elle nous impose la nécessité de compléter la première tâche par deux autres tâches pratiques : le relèvement des fermes collectives et l'amélioration des fermes d'État.

Mais en dehors des causes principales, il est des causes spécifiques, temporaires, qui ont fait aboutir nos difficultés d'approvisionnement à une crise. Quelles sont ces causes ?

La résolution du Plénum y rattache les facteurs suivants : a) Déséquilibre apporté au marché et aggravation de ce déséquilibre, par suite de l'accroissement rapide de la demande et de la capacité d'achat de la population paysanne, comparativement à l'offre de marchandises industrielles. Ce déséquilibre provient de l'accroissement des revenus ruraux, dû à une série de récoltes, et surtout de l'augmentation des revenus réalisés par les couches rurales aisées et les koulaks.

b) Rapport défavorable entre les prix du blé et ceux des autres produits agricoles, ce qui a eu pour effet d'affaiblir ce qui servait de stimulant à la réalisation des excédents de blé. Le Parti n'a pourtant pas réussi à modifier cet état de choses au cours du printemps dernier sans porter atteinte aux intérêts des couches rurales pauvres.

c) Fautes commises dans la fixation des plans, surtout en ce qui concerne l'acheminement en temps opportun des marchandises industrielles et l'imposition fiscale (les couches aisées de la campagne étaient frappées d'un impôt insuffisant), ainsi que la consommation déréglée du blé.

d) Défauts dans le travail des organismes de constitution des stocks, ceux de l'État et du Parti (absence de front unique, absence de vigueur dans l'action, confiance excessive dans les livraisons volontaires).

e) Violation de la légalité révolutionnaire, arbitraire administratif, visite des maisons paysannes, fermeture partielle des marchés locaux, etc.

f) Utilisation de toutes ces lacunes par les éléments capitalistes de la ville et de la campagne (les koulaks et les mercantis) en vue de compromettre la campagne du stockage et de provoquer une aggravation de la situation politique du pays.

S'il faut de nombreuses années pour liquider les causes d'ordre général, par contre, les causes spécifiques temporaires peuvent être éliminées dès maintenant, afin de parer à l'éventualité d'une nouvelle crise dans le stockage des céréales.

Dans quelles conditions ces causes spécifiques peuvent-elles être liquidées ?

a) Abandon immédiat de la visite domiciliaire, des perquisitions illégales et de toutes autres formes de violation de la légalité révolutionnaire.

b) Liquidation urgente de toute récidive de « réquisition alimentaire », ainsi que de toutes tentatives de fermeture des marchés. L'État doit adopter des formes souples de régularisation du commerce.

c) Relèvement des prix du blé, qui varieront avec les régions et la nature des céréales.

d) Organisation d'un acheminement régulier de marchandises vers les régions à blé.

e) Organisation rationnelle de la consommation du blé, excluant tout excès de dépense.

f) Constitution obligatoire par l'État d'une réserve de blé.

L'application scrupuleuse et systématique de ces mesures, étant donné la bonne récolte actuelle, créera un état de choses excluant la nécessité de mesures extraordinaires lors de la prochaine campagne d'approvisionnement.

La tâche immédiate du Parti est de surveiller l'application stricte de ces mesures.

En connexion avec les difficultés d'approvisionnement, se pose devant nous la question de l'alliance de la ville et de la campagne, de son sort ultérieur, des moyens destinés à la consolider. On dit que cette union des ouvriers et des paysans n'existe plus chez nous, qu'elle a fait place à la « désunion ». Voilà bien une sottise digne de gens en pleine panique.

Quand l'alliance fait défaut entre la classe ouvrière et les paysans, ces derniers perdent leur foi en l'avenir, se replient sur eux-mêmes, cessent de croire à la stabilité du gouvernement soviétique, principal acheteur de blé paysan, se mettent à réduire leurs emblavures et, tout au moins, ne se risquent pas à les agrandir, craignant de nouvelles visites domiciliaires, perquisitions, confiscation de leur blé, etc.

Or, en réalité, on voit que la superficie des blés de printemps s'est élargie dans tous les rayons. Il est établi que dans les principales régions à blé, les paysans ont augmenté de 2 à 15 et jusqu'à 20 % leurs emblavures en blé de printemps.

Il en résulte nettement que les paysans ne croient pas en la durée des mesures extraordinaires : ils escomptent, non sans raison, une hausse sur les blés. Est-ce là la fin de l'alliance de la ville et de la campagne ?

Naturellement, cela ne veut point dire que cette alliance ne soit pas ou n'ait pas été menacée. Mais en conclure à la fin de cette alliance, c'est perdre la tête et se laisser impressionner par l'ambiance.

Certains camarades s'imaginent que pour raffermir l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, il faut déplacer le centre de gravité de l'industrie lourde vers l'industrie légère (le textile) estimant que le textile est l'industrie maîtresse nécessaire et suffisante pour assurer cette alliance. C'est faux. C'est tout à fait faux.

Certes, l'industrie textile contribue considérablement à créer une circulation de marchandises entre l'industrie socialiste et l'économie paysanne. Mais vouloir en conclure que le textile est une base suffisante pour entretenir cette alliance, c'est commettre une lourde erreur.

En effet, l'alliance de l'industrie et de l'économie paysanne est basée, non seulement sur la cotonnade indispensable à l'usage personnel des paysans, mais aussi sur le métal, les semences, les engrais, les machines de toute espèce nécessaires au paysan en tant que producteur de blé. En outre l'industrie textile, par elle-même, ne saurait subsister ni se développer sans le développement de l'industrie lourde.

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie nous est nécessaire, non pour conserver et perpétuer les classes, mais pour rapprocher les paysans de la classe ouvrière, les rééduquer, refaire leur mentalité individualiste, les transformer dans le sens du collectivisme, et préparer ainsi la liquidation, la suppression des classes sur la base de la société socialiste.

Quiconque ne s'en rend pas compte n'est pas un marxiste, ni un léniniste, mais un philosophe paysan regardant en arrière au lieu de regarder en avant.

Comment procéder pour transformer le paysan, pour le rééduquer ? Cela ne saurait se faire que sur la base de la technique moderne, sur celle du travail collectif.

Voici ce qu'écrivait Lénine à ce sujet : La rééducation du petit cultivateur, le changement de toute sa psychologie et de ses mœurs durera plusieurs générations. Seules la base matérielle, la technique, l'application de tracteurs et de machines agricoles sur une vaste échelle, l'électrification en grand pourront résoudre le problème concernant le petit cultivateur, assainir, pour ainsi dire, sa psychologie. Voilà ce qui aiderait à rééduquer à fond et avec rapidité le petit cultivateur. (Lénine, Œuvres complètes, t. XXVI.)

Aussi, quiconque croit pouvoir assurer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie au moyen de l'industrie textile seule, sans tenir compte de la métallurgie et des machines susceptibles de transformer l'économie paysanne sur la base du travail collectif, perpétue les classes et s'avère non un révolutionnaire prolétarien, mais un philosophe paysan.

Voici un autre passage emprunté aux œuvres de Lénine : Ce n'est que si nous parvenons à montrer dans la pratique aux paysans les avantages de l'exploitation agricole collective, sociale, par artels et associations ; ce n'est que si nous réussissons à apporter aux paysans une aide, en organisant des artels et associations pour cultiver la terre, — que la classe ouvrière exerçant le pouvoir pourra réellement démontrer aux paysans tout le bien fondé de sa tactique, gagner réellement à sa cause, solidement et pour de bon, les millions de paysans. (Lénine, Œuvres complètes, t. XXIV. Discours

au Ier congrès des communes et artels agricoles.)

C'est ainsi qu'on parvient à assurer, de façon effective et solide, la conquête des larges masses paysannes à la cause de la classe ouvrière, à celle du socialisme.

On dit, parfois, que pour raffermir l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, nous n'avons qu'une seule ressource, celle des concessions à consentir aux paysans. Partant de ce point de vue, on s'engage parfois dans la voie des concessions continuelles, estimant que ces concessions sont susceptibles de consolider les positions de la classe ouvrière. Cela est inexact. Cela est absolument inexact.

Cette théorie est plutôt susceptible de compromettre la situation de la classe ouvrière.

C'est la théorie du désespoir. Pour renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, il faut utiliser, en plus des concessions, toute une série d'autres moyens d'ordre économique (points d'appui à la campagne : coopératives, collectivités agricoles et fermes d'État développées) et d'ordre politique (redoublement d'activité auprès des paysans pauvres, appui assuré de ces derniers).

La paysannerie moyenne est une classe oscillante. Sans l'appui des paysans pauvres, et si le régime soviétique n'est pas solidement ancré dans les campagnes, la paysannerie moyenne peut passer aux côtés du koulak.

Par contre, si le soutien de la paysannerie pauvre nous est assuré, il est certain que les paysans moyens s'orienteront vers le régime soviétique. C'est pourquoi la tâche immédiate du Parti consistera à faire une action systématique parmi les paysans pauvres, à les approvisionner en semences et en blé à bon compte.

2. Formation de cadres pour l'édification industrielle

Passons maintenant au problème de la formation de nouveaux cadres de techniciens intellectuels pour notre industrie.

Je veux parler de nos embarras dans le domaine industriel, des difficultés révélées à propos du procès de Chakhti.

Quelle déduction faut-il tirer de ce procès du point de vue de l'amélioration de l'industrie ? Le fait est que nous sommes presque désarmés et marquons un retard formidable pour pouvoir assurer à notre industrie un minimum de spécialistes dévoués à la cause prolétarienne. La leçon qui se dégage du procès de Chakhti, c'est qu'il faut accélérer la formation de nouveaux techniciens intellectuels pris au sein de la classe ouvrière, attachés à la cause du socialisme et capables d'exercer la direction technique de notre industrie socialiste.

Est-ce à dire que nous répudions les spécialistes n'ayant pas une mentalité soviétique, qui ne partagent pas le point de vue communiste, mais acceptent de collaborer avec le régime soviétique.

Non, évidemment. Nous nous évertuerons, par tous les moyens en notre pouvoir, à attirer, tout comme par le passé, les spécialistes et les techniciens sans parti, qui acceptent de marcher la main

dans la main avec le régime soviétique, pour édifier notre industrie.

Nous ne leur demandons nullement d'abjurer leurs conceptions, ou de les modifier séance tenante. Ce que nous leur demandons, c'est de collaborer honnêtement avec le gouvernement soviétique, dès le moment où ils s'y prêtent de leur propre initiative.

Seulement, parmi les vieux spécialistes, le nombre de ceux qui acceptent de travailler la main dans la main avec le gouvernement soviétique diminue, relativement, de plus en plus. Il faut des hommes nouveaux pour les remplacer.

C'est pourquoi le Parti estime que, si nous voulons nous mettre à l'abri de nouvelles surprises, il convient d'accélérer la formation de la nouvelle génération de spécialistes, recrutés dans la classe ouvrière. C'est ce que nous appelons former de nouveaux techniciens intellectuels susceptibles de faire face aux besoins de notre industrie.

Les faits montrent que le commissariat du peuple à l'Instruction publique n'a pas su s'acquitter de cette tâche importante. Nous n'avons pas de raisons de supposer que ce commissariat, livré à lui-même, étant peu lié à la production industrielle, inerte et conservateur, saura s'acquitter de cette tâche dans un proche avenir.

Aussi le Parti a-t-il été amené à conclure que le travail de formation accélérée de nouveaux techniciens intellectuels doit être partagé entre trois commissariats : le commissariat de l'Instruction publique, celui des Voies et Communications et le Conseil supérieur de l'économie nationale.

Le Parti considère que c'est la solution la plus rationnelle susceptible d'assurer le rythme nécessaire au travail dans ce domaine important.

Voilà la raison pour laquelle plusieurs écoles techniques supérieures seront placées sous les auspices du Conseil supérieur de l'économie nationale et du commissariat des Voies et Communications.

Naturellement, en mettant les écoles techniques supérieures sous une autre direction, on n'aura pas tout fait pour accélérer la formation de nouveaux cadres de techniciens intellectuels. Certes, l'entretien des étudiants aux frais de l'État jouera ici un très grand rôle.

Aussi, le gouvernement soviétique a-t-il décidé d'affecter à la formation de nouveaux cadres une somme proportionnée aux dépenses engagées dans les grands travaux d'édification industrielle et d'inscrire au budget annuel, à titre de supplément, 40 millions de roubles.

III Conclusion

Il faut avouer, camarades, que nos erreurs et difficultés nous ont toujours été profitables. Jusqu'à présent, du moins, l'histoire nous a toujours instruit et a fortifié notre parti au milieu de difficultés et de crises de toute nature.

C'est ce qui s'est produit en 1918 où, à la suite des difficultés sur le front oriental, des échecs subis dans la lutte contre Koltchak, nous avons été amenés à la nécessité de créer une infanterie régulière.

C'est ce qui arriva encore en 1919 : des difficultés ayant surgi sur le front de Dénikine, et Mamontov ayant effectué un raid sur l'arrière de nos armées, nous fûmes amenés à former une forte

cavalerie pour faire mordre la poussière aux ennemis de la classe ouvrière. Je crois qu'aujourd'hui la situation est sensiblement la même.

Les difficultés d'approvisionnement nous seront d'un enseignement précieux. Elles secoueront les bolcheviks et les pousseront à s'atteler sérieusement à la besogne pour développer l'agriculture et, surtout, la production de céréales.

Sans ces difficultés, les bolcheviks n'auraient évidemment pas envisagé avec tout le sérieux nécessaire le problème des céréales. Il faut en dire autant du procès de Chakhti et des difficultés qui s'y rattachent. Le procès nous aura apporté des leçons dont le Parti ne peut pas ne pas tenir compte. Elles nous incitent à poser dans toute son ampleur la question de la formation de nouveaux cadres de techniciens intellectuels capables de diriger notre industrie socialiste.

Vous le voyez, du reste, nous avons franchi le premier pas sérieux pour résoudre le problème relatif aux techniciens intellectuels. Espérons que ce pas ne sera pas le dernier. (Ovation.)